

# femmes

EN RÉSISTANCE

BIRMANIE  
LES ROHINGYAS  
À L'ÉPREUVE  
DE LA SURVIE

FRANCE  
LES VIGIES DE  
VILLIERS-LE-BEL

RENCONTRE  
MARTA VASQUEZ,  
MÈRE DE LA PLACE DE MAI

PRIX DE VENTE : 6.90 €



**BIRMANIE**  
**Les Rohingyas**  
**à l'épreuve**  
**de la survie**

**TEXTE : ANNE-LISE FANTINO**  
**PHOTOGRAPHIES : BRUNO AMSELLEM / SIGNATURES**



Dans le quartier de Mingala Zayone, à l'entrée de la ville de Meiktila, une quarantaine de personnes se sont retrouvées prises au piège, les 20 et 21 mars dernier devant cette école privée musulmane. Le bus scolaire a aussi été ravagé par les flammes. La plupart des victimes étaient âgées de 12 à 15 ans.

Pages précédentes et couverture :

Dans le camp de Than Taw Le, dans la banlieue de Sittwe, les femmes disent ne recevoir aucune aide. Près de 20 000 personnes, essentiellement des hommes, ont émigré vers la Malaisie et la Thaïlande après les heurts de 2012.

**En Birmanie, les musulmans sont victimes de vagues de violences majeures depuis 2012. Les Rohingyas, qui vivent dans des camps de déplacés de l'Arakan, au nord-ouest, font partie des minorités les plus persécutées de la planète, d'après l'ONU. Au mois de mars, le centre du pays a aussi connu de violents affrontements interreligieux. Pour survivre et faire face à l'oppression, des femmes luttent au quotidien.**

Dans la rue principale de la ville de Meiktila, au sud de Mandalay, des hommes montent la garde devant des échoppes éventrées, dont ne subsistent que des murs entamés par les flammes. En contrebas de la route qui mène au centre de l'agglomération, les cendres d'une école gisent encore au milieu d'un terrain où les carcasses de véhicules se mêlent aux ruines. Le 21 mars dernier, ce lieu a été le théâtre d'un des plus forts épisodes de violences antimusulmanes qui embrasent le pays depuis plus d'un an. De véritables pogroms cautionnés par le silence et l'inertie des autorités birmanes, menés par des bouddhistes, auxquels ont participé des moines. Lors de l'incendie de l'établissement scolaire et de ces lynchages, plus de quarante personnes ont trouvé la mort en une poignée d'heures, pour la plupart des adolescents. Un massacre au cours duquel l'époux de Mar Mar Naing a été tué : "Nous habitons en face de l'école. Mon mari est resté pour protéger les enfants qui avaient trouvé refuge dans les habitations voisines", se souvient la jeune femme. Après une nuit à tenter d'éviter les assauts des bouddhistes, qui les encerclaient à l'extérieur munis de bâtons et d'armes blanches, les élèves ont fini par sortir au petit matin. "La police a montré un véhicule stationné plus loin et disait les escorter", affirme-t-elle, "mais les villageois se sont jetés sur eux, sous les yeux de la police qui n'a rien fait."

Partie se réfugier dans sa famille avec son fils de deux ans, dans un village voisin, Mar Mar Naing apprendra le lendemain l'assassinat de son mari. Au cours de ces journées d'émeutes, des mosquées, des commerces et des centaines d'habitations ont aussi été incendiés. À la suite de ces événements, les membres de la communauté, essentiellement des petits commerçants, ont vu leurs ressources divisées par quatre, selon l'un des leaders locaux.

Privés de toit et en grande majorité de travail, près de quatre mille musulmans vivent désormais confinés dans les trois camps de déplacés qui existent dans ce secteur, sous le contrôle de l'État. Mar Mar Naing, elle, a trouvé refuge dans le camp de Yin Daw, le seul géré grâce à l'entraide de la communauté, qui fournit aux habitants une alimentation quotidienne et tente de les aider à se reconstruire. "Au début, j'ai eu du mal à croire que j'ai pu échapper à la mort et je me suis sentie coupable", explique-t-elle. "Je fais des efforts pour tenter d'effacer l'horreur de ma mémoire." Dans les allées, où s'entassent plus de cinq cents familles dans des tentes de fortune, de nombreuses femmes ont connu le même sort. "Dès qu'on peut, on se retrouve les unes chez les autres pour discuter, cela m'aide à essayer de surmonter cette catastrophe". Diplômée en pharmacie, elle espère un jour vivre en dehors de cette

enceinte, trouver du travail pour financer la scolarité de son fils et peut-être parvenir à tourner la page.

Depuis ces séries d'attaques, commises dans l'impunité la plus totale, la ségrégation à l'égard des musulmans s'est encore davantage ancrée dans la réalité birmane. Dans le nord-ouest du pays, la persécution des Rohingyas atteint de rares degrés de violence. Cette minorité, présente depuis plusieurs siècles dans l'Arakan, est privée de citoyenneté depuis près de trente ans. Leurs terres et leurs commerces ont fait l'objet de confiscations.

Au cours des exactions massives de juin et octobre 2012, plus de deux cents personnes ont été tuées, mais le bilan pourrait s'avérer beaucoup plus lourd, selon l'ONG Human Rights Watch, qui voit dans ces actes les caractéristiques d'un "nettoyage ethnique planifié". Des violences sectaires attisées par les discours du moine Wirathu, qui se définit comme le "Ben Laden birman". Au fil de ses diatribes antimusulmanes, le dignitaire religieux entend "garder une Birmanie bouddhiste" et multiplie les appels à la haine.

Dans la région de Sittwe, le chef-lieu du district, près d'un millier d'habitations ont été détruites ou incendiées, ainsi que plusieurs mosquées. Plus de 140 000 personnes ont dû quitter les lieux et vivent aujourd'hui enfermées dans les camps de déplacés des environs de la capitale de l'Arakan. Des enceintes sans liberté d'aller et venir, dont il est strictement impossible de partir. À quelques kilomètres du centre-ville, passés les postes de contrôle, une dizaine de camps s'étend à perte de vue dans une enclave placée sous surveillance.



Mar Mar Naing (deuxième à partir de la gauche), a perdu son mari dans les violences du mois de mars dernier, à Meiktila. Elle a trouvé refuge dans le camp de Yin Daw, où les échanges permettent aux femmes touchées par le deuil de tenter de surmonter cet épisode de leur vie.



Noor Ankis, 4 ans, atteinte d'hépatite, vient de décéder à la suite d'un épisode de fièvre. Son père, Nabi Hussein a emmené son corps au dispensaire de Dapaing. En période de mousson, les conditions sanitaires se dégradent encore plus, en raison des épidémies qui viennent toucher les déplacés, privés d'accès aux soins. Dans les deux dispensaires du secteur de Sittwe, on compte un médecin, une infirmière, une sage-femme, deux permanents et quelques bénévoles pour au moins 140 000 déplacés.



Au dispensaire de Dapaing, Arafa, 35 ans, déjà mère de six enfants, vient de perdre un garçon au cours d'une césarienne. Près d'une femme sur deux arrivant au dispensaire pour accoucher est ensuite transférée vers l'hôpital de Sittwe, grâce aux ambulances de la Croix Rouge. D'après des témoignages, les patientes Rohingyas doivent parfois payer leur traitement et leur nourriture à l'hôpital. Faute de soins suffisants, elles sont souvent renvoyées vers le dispensaire au bout de quelques jours.

Dans celui de Baw Du Pha, à quelques centaines de mètres des baraquements, au milieu des herbes gorgées d'eau, des croisillons de bois marquent les emplacements de fosses communes où une soixantaine de corps ont été enterrés. Dans ce même camp, trois personnes sont encore décédées le 9 août dernier, lors d'émeutes opposant les déplacés aux forces de l'ordre, au lendemain du meurtre d'un Rohingya. "Ce soir-là, mon mari était parti pêcher", explique Hasaina Begum, la veuve de l'une des victimes. "Lorsque je ne l'ai pas vu revenir, je suis partie à sa recherche. Des villageois venaient de découvrir son corps près de la rivière. Il avait été torturé, il n'avait plus de dents, son nez était cassé, et du sang s'écoulait de ses oreilles."

Au quotidien, pour ceux qui ont tout perdu et doivent trouver les moyens de survivre, l'aide humanitaire n'arrive qu'au compte-gouttes. "Pour limiter les approvisionnements, les autorités locales minimisent le nombre de déplacés", explique un responsable d'un camp de la banlieue de Sittwe, où près d'une personne sur deux n'est pas recensée. "Il faut payer des bakchichs pour être enregistré auprès de l'état civil et tout est fait pour ralentir l'action des ONG. Je suis venu demander de l'aide au gouvernement local, qui a autorisé une association birmane à venir pendant un mois et après, il n'y a plus rien eu..."



Depuis plus d'un an, Anmyar Begum vit avec ses quatre enfants dans l'unique pièce qui leur sert d'abri. Un baraquement de fibres de bambous comme tous ceux du camp de Say Tha Na Ge. Son fils de dix ans a survécu aux affrontements du mois de juin après avoir été laissé pour mort. Veuve depuis cinq ans, la jeune femme fait partie des populations qui ne figurent sur aucun registre officiel et ne peut recevoir l'aide alimentaire fournie par l'ONU. Après avoir perdu l'élevage qui lui permettait de vivre avant les vagues de violences, elle ne peut désormais compter que sur l'aide ponctuelle de quelques ONG locales et sur le soutien de la communauté. Avec sa mère, elle vend des gâteaux sur le marché pour gagner le maigre revenu qui lui permet tout juste de nourrir sa famille. Son fils de quatorze ans a dû quitter l'école pour aller travailler dans les rizières voisines. Seule solution pour survivre : la solidarité. "Souvent, avec les autres femmes, on se prête du riz ; c'est une nécessité, car on a dû tant de fois demander de l'aide... Pour le bois, c'est la même chose, quand on n'en a pas à temps, les enfants vont chercher des feuilles ou du petit bois et on se l'échange."

Minées par les problèmes de malnutrition, les populations doivent faire face à l'accroissement des épidémies en période de mousson et à des difficultés majeures d'accès aux soins.

Dans la salle réservée aux femmes du dispensaire de Dapaing, l'un des deux existant pour l'ensemble des camps, Fatima Khatu, 27 ans, est assise à même le sommier de son lit, aux épaisses lattes de bois. La jeune femme peine à trouver son souffle, la voix déformée par la douleur. Comme de nombreuses patientes ici, elle est atteinte d'hépatite et l'hôpital de Sittwe l'a renvoyée au bout de quelques jours. Sur la table accolée au lit, seule une carafe d'eau fait office de traitement. Sa cinquième grossesse arrive bientôt à terme. Elle décèdera le lendemain.

### SEULE SOLUTION POUR SURVIVRE : LA SOLIDARITÉ

Si aucun chiffre officiel n'est disponible, les acteurs de terrain confirment un taux de mortalité galopant chez les femmes enceintes comme chez les enfants en bas âge. En 2012, dans ce dispensaire, plus de 15 % des enfants sont morts à la naissance, d'après une professionnelle de santé. Le personnel médical se fait trop rare. On compte en moyenne une sage-femme par camp, pour plusieurs milliers de patientes. Dans les deux dispensaires, les soins rudimentaires peinent à être fournis. Leurs permanences permettent d'appeler les ambulances du CICR pour transférer les cas les plus graves à l'hôpital local. Mais au final, la majorité des femmes accouchent dans leur abri précaire, sans aucune assistance. Lorsqu'une urgence survient, bien souvent, il est déjà trop tard. Le recours à la césarienne devient ainsi un péril redouté.

La dernière fois qu'elle s'est rendue au poste médical du secteur, Lha Thein Oon a trouvé porte close. Depuis l'épisode du 9 août dernier dans le camp de Baw Du Pha, ce sont désormais des militaires qui occupent le siège du médecin. "Je n'ai pas pu obtenir mon traitement et je ne suis pas sûre de pouvoir accoucher normalement", indique cette mère de famille, enceinte de son troisième enfant. Ses deux grossesses précédentes ont présenté des complications. "Il y a six ans, mon enfant est mort au moment de la césarienne et j'ai peur de subir encore une fois cette intervention." Au printemps dernier, Sanayma, elle, a perdu son fils de deux ans qui n'avait jamais eu de vaccination, comme la plupart des enfants confinés dans ces enceintes. Une réalité qui conduit souvent les plus vulnérables à une issue fatale. Sur le parvis du dispensaire de Dapaing, un homme s'avance, sidéré, le corps de sa fille de quatre ans dans ses bras. Après avoir pris son pouls, la sage-femme confirme qu'il n'y a plus rien à faire. Le matin même, la famille était venue demander un traitement pour soigner sa fièvre.

Comme les soins, l'éducation est quasiment absente au quotidien pour les populations qui vivent dans les camps. On compte à peine une dizaine d'écoles de fortune pour l'ensemble des déplacés.

Au détour des chemins de terre cabossés du camp de Thek Kay Pyin, un portail de bois s'ouvre sur une cour d'école.

Les Rohingyas, soumis à une interdiction de sortir des camps, n'ont accès qu'à de maigres ressources sur place pour se nourrir, et l'aide alimentaire fournie par l'ONU ne suffit pas à subvenir aux besoins des déplacés.

Sur les marchés, quelques vendeurs proposent du poisson, quelques fruits ou légumes locaux, mais aussi des produits ou du riz donnés par les ONG, qui alimentent ainsi un marché noir.



L'association musulmane locale dépense 6000 dollars par jour pour subvenir aux besoins des 518 familles qui ont trouvé refuge dans le camp de Yin Daw, le seul de la région de Meiktila à ne pas être tombé sous la coupe des autorités locales. Il est financé par les dons de la communauté musulmane, mais les responsables estiment ne pas pouvoir tenir plus d'un an encore. La solidarité permet de fournir une alimentation correcte, une permanence médicale et la couverture des frais de santé pour les urgences.



Dans les camps de déplacés, une seule et unique pièce de vie abrite l'ensemble de la famille, parfois une douzaine de personnes ou plus. Ici, dans le camp de Yin Daw.



Rohima Kahtu, 40 ans, se retrouve seule et sans ressources pour élever ses six enfants depuis le meurtre de son mari, début août. Son corps présentait des traces de tortures.

Un acte qui a été à l'origine de deux jours de violences dans le camp de Baw Du Pha. Comme Rohima, de nombreuses femmes se retrouvent livrées à elles-mêmes à la suite d'un veuvage ou lorsque leur mari est parti travailler dans les pays voisins pour subvenir aux besoins de la famille.



Page de gauche  
Pour survivre, les femmes des camps se prêtent souvent de la nourriture. Ici dans le camp de Baw Du Pha.



Dans chaque salle de classe, une centaine d'élèves suivent les cours dispensés par des enseignants volontaires depuis le mois de mai. L'établissement, qui avait fermé pendant cinq mois, accueille maintenant près de 2600 enfants. Les professeurs appartenant à la majorité bouddhiste ont déserté les écoles fréquentées par les enfants Rohingyas. Dans cet établissement, le gouvernement local ne finance que cinq postes sur quarante ; pour les autres, le directeur a dû faire appel à des bénévoles, pour la plupart des étudiantes contraintes d'interrompre leur cursus après les émeutes de juin 2012, depuis lesquelles elles sont privées d'accès à l'université. Ma Hnin Tin Tin Win est âgée de vingt-deux ans : "Le fait d'enseigner me permet de garder un bon niveau de connaissances et d'éduquer les gens. J'espère qu'en continuant sur cette voie, on parviendra à bout des ségrégations et que l'on arrivera à en finir avec ce type de système. Tous les membres de la communauté ont la responsabilité d'éduquer les autres, afin de trouver une solution. Il faut inciter à apprendre toujours plus, et à faire respecter l'égalité des droits, notamment entre les filles et les garçons."

**"JE VEUX RESTER LÀ POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS."**

Dans la salle voisine, Ma Ni Ni Win veut elle aussi "continuer malgré tout à transmettre". Diplômée de géographie de l'université de Sittwe, cette étudiante n'a pas pu poursuivre son parcours à l'issue de sa Licence. Désormais, elle enseigne sans rémunération l'anglais, la géographie et la biologie, et doit surmonter de nombreux obstacles pour

dispenser ses cours. "Comme nous ne pouvons pas sortir du camp, il faut demander aux enseignants bouddhistes d'acheter les livres en ville. Mais c'est compliqué. En général, on se les procure grâce à la communauté Rohingya de Rangoun", déplore-t-elle. À peine la moitié des élèves obtiennent un manuel scolaire. L'an dernier, l'école a dû procéder à un tirage au sort pour les attribuer. Mais cette mission permet à Ma Ni Ni Win de tenir face aux difficultés du quotidien. Les rations du Programme alimentaire mondial parviennent difficilement à la nourrir, elle et ses cinq frères et sœurs. Depuis maintenant douze ans, ils ne peuvent plus voir leur père, parti ouvrir un commerce dans la capitale économique birmane, en raison des interdictions de circuler. "Ces difficultés, c'est devenu la routine. Mais je veux rester là pour les nouvelles générations."

L'avenir s'annonce plus que jamais incertain pour les musulmans du pays. Le 25 août dernier, la région de Sagaing, à six cents kilomètres au nord de Rangoun, a été à son tour gagnée par les affrontements interreligieux, lors desquels plus d'un millier de personnes ont pris les armes. Un calme précaire pourrait toutefois durer jusqu'à la fin de l'année. La Birmanie, hôte en décembre des Jeux d'Asie du sud-est, entend montrer un visage présentable en pleine transition démocratique. Mais passée cette échéance, les minorités musulmanes craignent que l'Histoire ne se répète. Une situation qui pousserait les femmes de ces communautés à puiser encore au fond d'elles-mêmes, pour que chaque jour de vie résonne comme une maigre victoire sur l'oppression.

Pages précédentes

Le camp de Baw Du Pha, créé grâce au soutien des Nations unies après les émeutes de juin 2013, est le deuxième plus grand du secteur, accueille 15 à 16000 personnes. Les contrôles y sont renforcés depuis les incidents qui ont éclaté le 9 août dernier. Dans certains blocs, près de la moitié des personnes ne sont pas recensées.

Page de droite

June July, 21 ans, est arrivée dans les camps après les violences d'octobre 2012. Après avoir réussi sa deuxième année d'Histoire, elle a été privée d'accès à l'université, comme les autres membres de sa communauté, et enseigne aujourd'hui le Birman de manière bénévole à l'école de Thet Kay Pyin. La majorité des professeurs sont de jeunes femmes bénévoles.

Pendant la mousson, dans le camp Say Tha Na Ge, le plus grand de l'enclave surveillée située en dehors de Sittwe.



## Chronologie des violences



bouddhistes incitent à l'isolation économique et sociale des musulmans et lancent des appels au "nettoyage ethnique".

**12 juillet 2012.** Le Président Thein Sein affirme que la "seule solution" à cette situation dans l'Arakan est d'"expulser les illégaux vers d'autres pays" ou de les confiner dans des camps sous l'égide du Haut Commissariat aux réfugiés, qui rejette dans la foulée cette proposition.

**Du 21 au 24 octobre 2012.** Des violences éclatent simultanément dans 9 communes de l'État d'Arakan, lors d'attaques dirigées contre les musulmans, Rohingyas et Kaman. Près de 40 000 personnes sont déplacées, au moins 70 personnes décèdent dans les attaques de Mrauk-U, dont 28 enfants. Entre juin et octobre, le bilan s'élève à au moins 200 morts dans l'Arakan. Plus de 4 800 édifices auraient été détruits.

**19 novembre 2012.** Le Président des États-Unis Barack Obama tient un discours à l'université de Rangoun pour alerter sur les "dangers des violences incessantes" dans l'Arakan, qu'il juge "nécessaire d'arrêter".

**Du 20 au 23 mars 2013.** Les violences se propagent à Meiktila, au centre du pays. Le meurtre d'un moine bouddhiste déclenche trois jours d'émeutes. Selon les chiffres officiels, 44 personnes sont tuées, 27 mosquées et 14 écoles islamiques détruites. L'armée déclare l'état d'urgence et instaure un couvre-feu. Plusieurs mosquées sont aussi détruites au nord de Rangoun.

**28 et 29 mai 2013.** Des heurts se déroulent à Lashio, dans l'État Shan, à la suite d'une banale altercation entre un vendeur musulman et une cliente bouddhiste. Plusieurs centaines de personnes se rassemblent et incendient des habitations, des boutiques et des mosquées. On déplore au moins un mort. Plus de 1400 musulmans doivent fuir leur domicile.

**Août 2013.** Des violences éclatent dans la région de Sagaing. Près d'un millier de personnes ont participé à cette série d'attaques.

Source : rapport Human Rights Watch, "All you can do is spray", crimes contre l'Humanité et nettoyage ethnique à l'encontre des Rohingyas dans l'État d'Arakan, avril 2013



**28 mai 2012.** Trois hommes d'origine Rohingya sont accusés d'avoir violé et tué une jeune bouddhiste dans un village de l'Arakan.

**3 juin 2012.** Début des émeutes dans l'Arakan. Des centaines de bouddhistes s'en prennent à un bus arrêté à un checkpoint, une dizaine de musulmans sont battus à mort sous les yeux de la police.

**Du 8 au 12 juin 2012.** Les violences gagnent Sittwe, donnant lieu à des massacres, des lynchages et des séries d'arrestations de Rohingyas. Des centaines d'habitations partent en flammes. Plus de 100 000 personnes sont déplacées, aux trois quarts des musulmans. Parallèlement, des leaders politiques locaux et des moines

Les musulmans représentent près de 4 % de la population birmane, qui compte près de 135 groupes ethniques. Les **ROHINGYAS**, qui seraient 800 000 à vivre dans l'Arakan, dans le nord-ouest du pays, descendent des marchands arabes venus s'installer sur les côtes birmanes au IX<sup>ème</sup> siècle. Dans certaines zones comme l'agglomération de Sittwe, la communauté peut représenter jusqu'à la moitié de la population, mais reste minoritaire sur l'ensemble du territoire de l'Arakan. Le gouvernement considère les Rohingyas comme des immigrants venus du Bangladesh et ne les reconnaît pas comme citoyens ou comme groupe ethnique à part entière au sein du pays. Ils sont devenus apatrides depuis la loi relative à la citoyenneté birmane de 1982. Parmi les discriminations dont ils font l'objet : la restriction de leur liberté de circulation, la nécessité d'autorisations spéciales, notamment pour se marier et le contrôle des naissances (limitées à deux enfants) depuis 1994. Un projet de loi visant l'interdiction des mariages ente bouddhistes et musulmans a aussi été déposé au Parlement en 2013. Les musulmans de l'ethnie Kaman, présente dans le centre du pays, sont en revanche reconnus par les autorités comme membres d'une minorité à part entière.

## Le silence d'Aung San Suu Kyi...

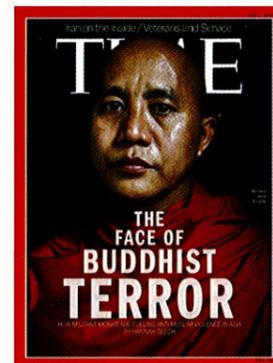
Nombreux sont ceux qui ont reproché à La Prix Nobel de la paix son silence sur le sort réservé aux Rohingyas. Face à ce désastre humain, la principale opposante au régime militaire s'est en effet contentée d'appeler à la "réconciliation nationale". En avril dernier, elle s'est dite simplement "triste" de la situation que connaît cette minorité. Elle a évoqué avec prudence la possibilité d'une révision de la loi sur la citoyenneté, et la nécessité de construire un État de Droit, sans jamais dénoncer de crimes contre l'Humanité commis aujourd'hui en Birmanie.

Celle qui a annoncé le 6 juin 2013 sa candidature aux présidentielles de 2015, perdrait sans doute beaucoup, sur le plan électoral, à prendre la défense des minorités musulmanes, dans un pays où les moines bouddhistes restent une autorité morale à l'influence majeure. À deux ans de l'échéance, une



prise de parole pourrait aussi affaiblir son propre appareil politique, puisque la question divise aussi au sein de la NLD (National League for Democracy).

## ... et celui de la communauté internationale



À la suite des émeutes de 2012, le chef de l'État birman Thein Sein voyait comme seule solution de "regrouper" les Rohingyas "dans des camps" ou de les "expulser vers n'importe quel pays qui les accepterait". "Le Myanmar est responsable de ses nationalités ethniques, mais il n'est pas possible de reconnaître les Rohingyas qui ont passé la frontière clandestinement et qui ne sont pas un groupe ethnique au Myanmar", indique un communiqué officiel de la présidence. Fin octobre, le gouvernement a annoncé qu'il continuerait à "prendre des mesures contre les individus et les groupes responsables du conflit" afin de prévenir de nouveaux actes de violence, en précisant que des enquêtes avaient été ouvertes.

En novembre 2012, Barack Obama a pris position en faveur des Rohingyas et demandé au gouvernement birman d'installer un bureau permanent des Droits humains de l'ONU dans le pays. Ce qui n'est pas encore le cas.

En juillet dernier, Thein Sein s'est rendu en visite officielle en Europe. Un déplacement qui a laissé entrevoir la perspective de nouveaux marchés pour les gouvernements occidentaux, à la suite de la levée des sanctions économiques internationales qui frappent la Birmanie depuis des années. Les associations de défense des droits humains ont interpellé les capitales européennes, pour qu'elles prennent position sur les exactions commises. Le Président français a demandé à ce "que toute la lumière soit faite sur les violences intercommunautaires récentes, afin que les responsables de celles-ci soient présentés à la justice". Il a aussi exprimé "la préoccupation de la France face à la

persistance de conflits armés notamment dans l'État Kachin et la situation de la communauté Rohingya dans l'Arakan, ainsi que par les violences de nature confessionnelle." La même semaine, le Premier ministre britannique, David Cameron a réclamé - discrètement - "l'apaisement". Le président birman a répondu en déclarant qu'il libérerait les derniers prisonniers politiques. Un autre passif de ce gouvernement, mais sans lien avec les violences actuelles.

Fin août, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme au Myanmar était de retour d'une mission mouvementée, pendant laquelle sa voiture a été prise d'assaut à Meiktila par des assaillants bouddhistes, sans que la police intervienne. Tomás Ojea Quintana a déclaré que "l'absence d'une véritable réconciliation entre les différents groupes ethniques et la propagation de l'incitation à la haine contre des groupes religieux minoritaires restent un défi crucial que le pays doit surmonter."

